

Source : <https://plus.lesoir.be/210265/article/2019-03-05/climat-malgre-tout-la-belgique-va-toujours-dans-le-mur>

Téléchargement 05 03 2019

Climat: malgré tout, la Belgique va (toujours) dans le mur

Par Michel De Muelenaere – 05 mars 2019

Climat

Les marches pour le climat n'ont débouché sur rien de concret en termes d'action politique. Les gouvernements affirment avoir déjà pris un grand nombre de mesures. Mais les chiffres et les prévisions restent négatifs...



Les manifestations pour le climat n'ont pour l'instant pas ébranlé le paysage politique. Pendant ce temps, les chiffres se dégradent. © Reuters.

Secoués par les manifestations des jeunes et moins jeunes pour le climat, de nombreux politiques ont réagi d'abord étonnés, puis un brin agacés aux revendications de la rue. « *Nous avons déjà tant fait* », a-t-on souvent entendu. Pour le fédéral, le Premier ministre Charles Michel (MR) et sa ministre du Climat Marie-Christine Marghem (MR) ont souligné le développement intensif de l'éolien offshore, le réinvestissement dans le RER, l'émission d'obligations vertes... En Wallonie, on affirme que les objectifs climatiques pour 2020 seront atteints, on met notamment en avant l'augmentation des primes pour l'isolation des maisons et l'évolution des renouvelables. En Flandre, on affirme aussi déployer tous les efforts possibles. A Bruxelles, on défend le bilan des primes énergies, on rappelle la zone basse émission, on a mis en place un groupe de travail pour intensifier la politique climatique...

Lire aussi [Entretien | Anuna De Wever au «Soir»: «J'ai 17 ans et c'est la peur du changement climatique qui me guide»](#)

Objectifs hors d'atteinte

Pour spectaculaires qu'elles aient été, les manifestations n'ont pour l'instant débouché sur rien de concret au niveau politique. A rebours des autojustifications et des appels à l'« écoréalisme », les chiffres contredisent quant à eux l'optimisme politique. Et ils parlent fort. [Dans son dernier rapport sur la Belgique, la Commission européenne le rappelle](#) : « *Sans mesures additionnelles la Belgique raterait ses objectifs climatiques de 2020 et de 2030* » pour les émissions de gaz à effet de serre des secteurs non industriels (transport, logement, agriculture, tertiaire...). En 2020, elles auront été réduites de 12 % par rapport à 2005 alors qu'il faudrait atteindre – 15 %. En 2030, nos émissions auront diminué de 14 % alors qu'il faudrait atteindre – 35 %.

La Commission le redit : « *Des efforts additionnels sont nécessaires en matière de réduction d'émissions, d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique* ». Elle en profite pour jeter une pierre dans le jardin des entreprises dont beaucoup affirment aussi se démener à fond pour le climat : « *La part des grandes entreprises ayant réalisé un audit énergétique est considérablement plus faible que la moyenne européenne (58 % contre 67 % en Europe)*. »

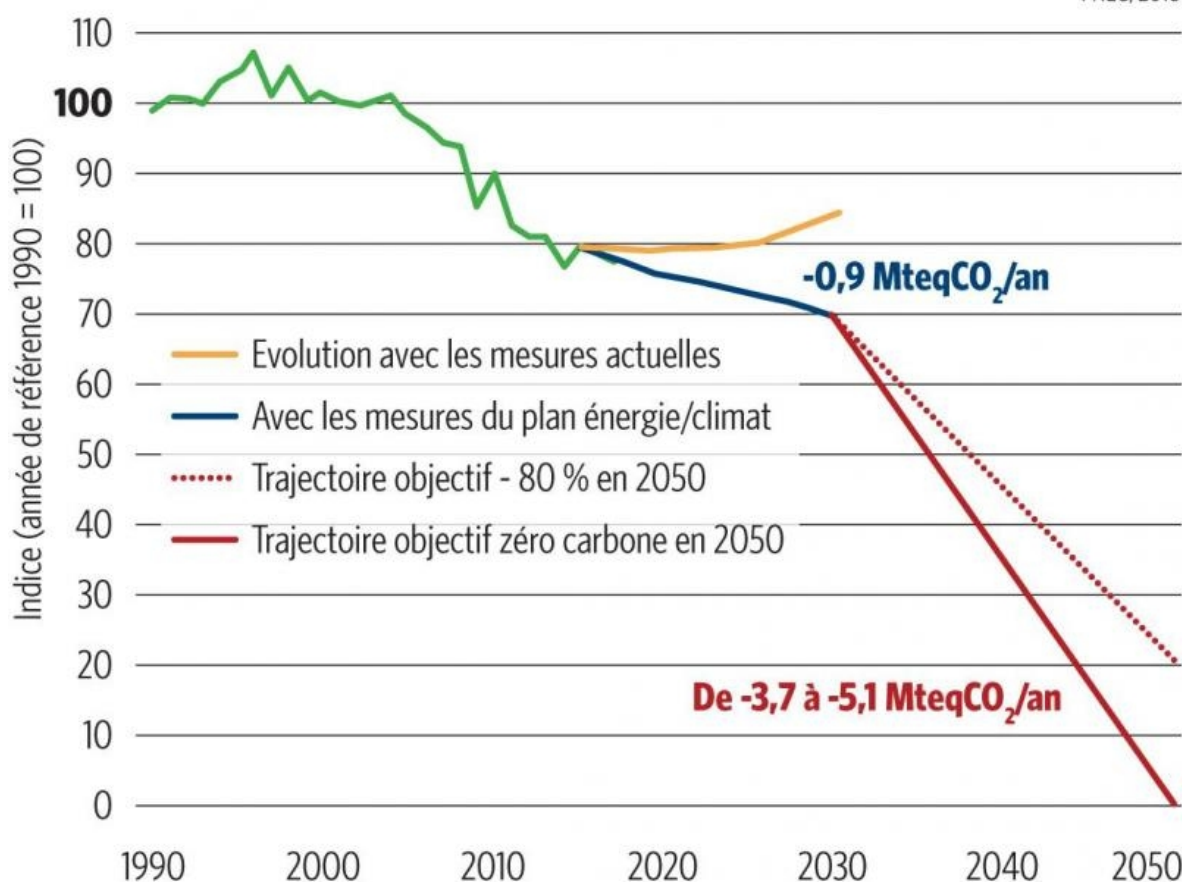
Les perspectives ne se présentent pas beaucoup mieux si l'on prend en compte les émissions industrielles. Peu remarquée, la toute dernière ligne du [tout dernier tableau figurant dans les récentes « perspectives économiques 2019-2024 » du Bureau du Plan](#) montre l'ampleur de la tâche : loin de diminuer très fortement comme elles le devraient, les émissions totales de gaz à effet de serre de notre pays vont en réalité se stabiliser dans les années qui viennent, si rien ne change. La moyenne annuelle sera de 113,7 millions de tonnes (Mt) d'équivalent-CO2 entre 2018 et 2024. Elle sera de 113,9 Mt en 2023-2024.

Lire aussi [Mercredi 19 décembre 2018: le plan climat belge a été adopté](#)

S'il est intégralement mis en œuvre, le projet de plan national énergie-climat (Pnec) permettrait à la Belgique de réduire ses émissions de 0,9 Mt par an jusqu'en 2030, tous secteurs confondus. C'est ce qu'affirment en tout cas le fédéral et les trois Régions qui ont conçu ce plan. Mais pour atteindre la décarbonation en 2050, notre pays devrait réduire ses rejets de 3,7 à 5,1 Mt par an à partir de 2030. Soit quadrupler, voire sextupler le rythme.

Emissions de gaz à effet de serre

LE SOIR 05.03.19 -
Source : NIR, 2019
PNEC, 2018



Un plan, des doutes

Dans sa dernière analyse, Philippe Defeyt l'économiste de l'Institut pour un développement durable, avoue son scepticisme devant certaines mesures du Pnec. La Wallonie affirme qu'elle va construire 15.000 nouveaux logements « *de grande qualité énergétique* » par an d'ici à 2030 ? Sur la période 1996-2018, le nombre de permis accordés « *a été en moyenne de 12.300* ». Et tous les permis « *ne sont pas exécutés* ». Certes, on pourrait augmenter le nombre de démolitions-reconstructions, mais cette technique « *implique une augmentation transitoire des émissions liée à la fabrication des matériaux de construction et d'isolation. Il en va de même si on dope les rénovations lourdes* ».

Les ambitions wallonnes sont très élevées en matière de mobilité : diminuer d'un tiers les émissions du transport routier d'ici à 2030. Soit l'équivalent de ce qui a été réalisé pour les voitures neuves... en 22 ans, selon les affirmations des constructeurs. La Wallonie veut faire passer la part modale du vélo de 1 à 5 % mais ne dit pas comment. Le fédéral affirme qu'en 2030, 14 % de notre carburant sera d'origine végétale ? La fédération pétrolière crie déjà casse-cou et [la Commission européenne elle-même](#) a de sérieux doutes sur la crédibilité de cet objectif.

« *Le souci, dit Defeyt, c'est qu'aucune mesure sérieuse de l'impact du plan énergie-climat n'a été faite.* » Mais soit : « *A supposer que l'on réussisse l'ambition affichée pour 2030* », si l'on veut atteindre l'objectif de décarbonation en 2050, cela nécessiterait que la Belgique réduise ses émissions de gaz à effet de serre de l'ordre de 96 millions de tonnes entre 2030 et 2050, « *soit - 4,8 Mt par an, contre - 2,0 Mt par an entre 1996 et 2017* ». Dans l'exercice, « *le chemin est aussi important que*

l'objectif, insiste Defeyt. L'importance des émissions cumulées d'ici là dépendra de la vitesse avec laquelle se concrétiseront les réductions des émissions. » Or, pour l'instant le rythme est plutôt mou.

Certes, le « contenu en carbone » du produit intérieur brut de la Belgique a fortement diminué ces dernières décennies. Mais cette baisse va se ralentir. D'abord en raison « *des adaptations dans le système de production d'électricité* » (la sortie du nucléaire qui va entraîner un léger rebond provisoire de nos émissions) mais aussi à cause « *de très faibles progrès (par rapport au passé) des réductions d'émissions du secteur industriel* ».

Interroger la croissance ?

Autre élément rarement pris en compte, ce que les économistes appellent « *l'effet rebond* ». Que l'on peut traduire simplement : si l'argent économisé en isolant une maison est utilisé par ses occupants pour partir trois fois par an en minitrip en avion dans le sud de la France, l'effet bénéfique pour le climat et l'environnement est proprement annihilé.

Bref, conclut Defeyt, difficile « *d'imaginer qu'on y arrivera sans interroger le rythme de la croissance économique ou en tout cas les modes de vie qui soutiennent l'activité économique et sa croissance* ». Questionner les habitudes de consommation et la sacro-sainte croissance ? Terrain miné... « *Je ne prétends pas avoir une réponse à ce nœud* », reconnaît l'économiste.

Lire aussi [Moins de croissance et moins d'emplois nouveaux: la BNB plutôt pessimiste](#)

Car à ceux qui prônent la décroissance, il faut rappeler que la progression du PIB est déjà très faible (1,3 % entre 2018 et 2024 et 1,1 % entre 2023 et 2024, selon le Plan). Par ailleurs, la progression de l'activité économique reste indispensable au paiement des pensions, il va falloir des moyens supplémentaires pour investir dans l'adaptation aux dérèglements climatiques et une décroissance mal gérée pourrait entraîner « *une probable aggravation de la situation sociale* ».